

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18346 - 71ÈME ANNÉE

Face à la diversion entretenue par les attaques  
contre le PCR

## Le PCR maintient le cap : pour des solutions réunionnaises aux problèmes de La Réunion



Le problème numéro un à La Réunion, c'est le chômage.

L'année 2015 s'est terminée par un record de chômage à La Réunion, avec plus de 180.000 travailleurs inscrits à Pôle emploi. Face à la grave pénurie de logements que connaît notre île, les constructions dans le parc social sont bien en deçà des besoins. La hausse des salaires et des prestations sociales n'arrive pas à suivre l'augmentation des prix dans l'alimentation. Ce sont des données concrètes sur lesquelles le PCR appelle au débat.

Vendredi dernier, Réunion Première a accordé un droit de réponse au PCR, mis en cause par Claude Hoarau la semaine précédente. Au cours de son passage sur le plateau, Maurice Gironcel a rappelé les priorités du PCR. Le Parti communiste réunionnais milite pour qu'un débat s'instaure sur les problèmes concrets que subit la population : chômage, manque de logement, la grande pauvreté, la vie chère. Cette crise ne se résoudra pas du jour au lendemain. D'où la proposition d'ouvrir un débat sur ces questions pour rechercher entre Réunionnais des idées qui pourront être portées par un large rassemblement.

Malheureusement, des positions personnelles sont mises en avant, a expliqué Maurice Gironcel. La dernière diversion en date est l'écho donné à une soi-disant lettre de démission du Conseil politique de 8 anciens membres de l'ex-section communiste de Saint-Louis. Rappelons que le 19 décembre dernier, le Conseil politique avait voté la dissolution de cette section, et appelé tous les communistes saint-louisiens à se mobiliser pour reconstruire une organisation dans ce territoire. Cette dissolution entraîne automatiquement le retrait des membres de cette section du Conseil politique du PCR.

Et notons surtout que cette publicité faite autour d'un non-événement détourne l'attention de faits bien réels.

### Menaces sur les droits sociaux

L'actualité de la semaine dernière a vu des nouvelles attaques contre les victimes de ce système injuste. En France, le Conseil départemental du Haut-Rhin veut conditionner le versement du RSA à sept heures de travail sans salaire par semaine. Pour sa part, le gouvernement a évoqué une possible diminution des droits des travailleurs privés d'emploi. Le montant des indemnités pourrait être baissé, par un système de dégressivité. Rappelons qu'en 2013, le gouvernement avait supprimé le RSTA. C'était une conquête sociale obtenue grâce à la lutte en 2009. Elle permettait aux travailleurs touchant moins de 1,4 SMIC de bénéficier d'un complément de revenu de 100 euros par mois pris en charge par l'État. Ce recul s'accompagnait du désengagement de l'État dans la prime COSPAR de 50 euros par mois. Toutes ces mesures rendent encore

plus difficile la situation des plus pauvres.

### Des milliers d'emplois déjà supprimés

À La Réunion, les travailleurs souffrent depuis des années de l'abandon des grands chantiers. En 2010, les décisions de Gilbert Annette et de Huguette Bello avaient donné la présidence de la Région à Didier Robert. Ce dernier a alors entrepris de démolir un plan qui devait aider La Réunion à se placer sur le chemin du développement. Les décisions de stopper le chantier du tram-train et de remplacer la NRL initiale par une route en mer à 6 voies ont coûté très cher. L'expérience de la route des Tamarins montre combien un grand chantier adapté aux besoins du pays et aux capacités des entreprises réunionnaises peut être un moteur de la croissance. Aujourd'hui, le projet de Didier Robert est très loin de soutenir la comparaison. Ce chantier est actuellement censé tourner à plein régime, il ne fournit que quelques centaines d'emplois. Du fait de sa dimension essentiellement maritime, il nécessite le recours à des compétences que ne possèdent pas les entreprises réunionnaises. Les seules à profiter pleinement de

ce chantier sont des sociétés de transport de matériaux sélectionnées selon des critères qui sont loin d'être partagés. En témoignent le mois dernier les manifestations de patrons s'estimant lésés par les conditions d'attribution des marchés.

### Les problèmes restent

Le PCR se bat pour remettre en cause ce système. Mais ce qui est mis en avant, ce sont les polémiques créées par des personnes qui ne sont pas d'accord avec cette orientation, et qui n'ont pour seul programme que d'attaquer le PCR. Tout comme le résultat des dernières élections régionales, ces attaques ne peuvent pas masquer la réalité : le chômage augmente, les conditions de vie se dégradent, l'année prochaine verra la fin du quota sucrier. Ce sont autant de points qui ne pourront être évacués, sinon lors de la prochaine consultation électorale, la majorité des Réunionnais rejettera massivement les élections. Quelle sera alors la légitimité d'une élection si l'ensemble des élus ne représente plus qu'une minorité ?

M.M.

## Journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales

### UNICEF : 200 millions de femmes excisées dans le monde

**Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a indiqué vendredi dans son dernier rapport, que quelque 200 millions de femmes et de filles dans le monde ont été excisées, un acte qu'on assimile à la violation des droits de l'homme.**

Le rapport dont des extraits ont été publiés par le site de l'ONU, précise que la moitié d'entre elles vivent en Égypte, en Éthiopie et en Indonésie. L'ONU s'est fixée pour objectif de faire cesser cette pratique d'ici à 2030, dans le cadre des objectifs de développement adoptés par 193 pays en septembre dernier, rappelle-t-on.

Parmi les 200 millions de victimes de mutilations génitales, 44 millions sont âgées de 14 ans ou moins, ajoute le rapport.

L'excision peut entraîner une hémorragie aiguë et des conséquences sanitaires graves pendant l'accouchement.

Les Nations unies célèbrent le 6 février de chaque année la journée internationale de tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales, rappelle-t-on.

## Édito

# Des routes solaires en France et pas à La Réunion

**L**a route des Tamarins est inaugurée en 2009. Mais la mise en service ne devait pas marquer la fin des travaux. Plusieurs projets étaient dans les cartons : le prolongement par une route de moyenne altitude allant de Stella aux Lianes en passant par La Rivière, le pont de l'Entre-Deux, le futur pont du Bras de Cilaos, la ligne des 400 du Tampon ; le reboisement de l'Ouest de l'île ; la couverture de la route des Tamarins par des panneaux photovoltaïques pour obtenir l'énergie nécessaire au fonctionnement des voitures électriques. Plusieurs projets étaient lancés. Quand François Fillon, Premier ministre, vient inaugurer la route des Tamarins, il fait également de même pour la première centrale photovoltaïque. Des centaines de milliers d'arbres ont été plantés le long de la route, notamment par des jeunes des écoles. Tout a été stoppés. Au cours des 5 dernières années, les plantations ont souffert d'un manque d'entretien. Qu'est devenue la pépinière créée par la Région ? Quant aux panneaux solaires, pas un n'a été posé depuis sur la route des Tamarins.

Cette idée lancée par Paul Vergès vient d'être reprise par le gouvernement pour être appliquée en France. Le ministère de l'Écologie fixe comme objectif la réalisation de 1.000 kilomètres de routes solaires. La chaussée sera recouverte par des panneaux qui assureront un circuit court d'alimentation en électricité produite par une énergie renouvelable. Un kilomètre de cette route pourra faire fonctionner l'éclairage public d'une ville de 5.000 habitants, expliquent les concepteurs.

En France, le soleil brille moins fort qu'à La Réunion. On imagine aisément la quantité d'énergie gratuite qu'il est possible de tirer de ce type d'installation.

Ce qui est aujourd'hui un projet en France aurait pu être déjà du concret à La Réunion. C'est une question de volonté politique. La couverture des 36 kilomètres de la route des Tamarins aurait permis de construire une des plus importantes centrales photovoltaïques du monde. Le bénéfice était direct pour les Réunionnais, en termes de créations d'emploi et de réduction de la facture payée pour acheter ailleurs et faire venir le carburant fossile et polluant destiné aux automobiles.

Cet atout a été gaspillé par ceux qui ont donné le pouvoir à Didier Robert en 2010. 5 ans plus tard, ils se présentent aux régionales et annoncent qu'ils sont pour la NRL voulue par le président de Région, ils veulent donc tous continuer à encourager l'importation de pétrole. La dernière annonce du ministère de l'Écologie est donc une nouvelle illustration du gâchis subi par les Réunionnais.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

# Ot é

## I koz de nou, mé pa avèk nou ! Afors alé a l'o, kalbas i pète

*Pa pli loin ké samdi matin moin la lir dann nout zournal Témoignages in késtyon intéresan. Nout zournal té i poz lo késtyon : Kisa i sava koz pou La Rényon ? Kisa i sava koz pou nou ? Kisa i sava défann nout z'intéré ?*

*Zot i koné nou lé dann la COI (komisyon loséan indien) mé si lé z'ot péi, inn apré l'ot i pé pran la prézidans, nou, pou nout par, ni pran zamé la prézidans. Nou n'oré pi dir : La Frans, dann son grann bonté, va domann i manyèr d'ko-prézidans avèk La Frans par èl mèm épi La Rényon par la pèrsonne lo prézidan La Réjyon a kondisyon ké kréol i mète do boi avèk li... Sa n'oré bote amoin, mé sé pa lo ka. Mèm lo l'anbasadèr avèk la COI sé pa in rényoné, i sort dann sépa kèl gafourn La Frans, i koné pa l'oséan indien inn tiork, i koné pa nout z'intéré é final de kont ni koné mèm pa kosa li la fé konmsi lo z'afèr i rogard pa nou .*

*Fi t'in tan, Paul Vergès té i koz asé for pou fé antann nout voi, mé zordi lé fini : nou lé konm martin ki kouzi ; lé konmsi nou sé l'om malad dann l'oséan indien é sètaki l'aprè pans arienk tir son tar dsi nou : pa dsi La Frans, mé dsi nou La Rényon. Moin pèrsonèl sa i bote pa moin ditou ! Mi konpran pa nout bann kouzin dann l'oséan indien, mi konpran pa non pli gouvèrnman La Frans. Nou la bézoin in stati k'i done anou lo droi pou défann nout z'intéré. Nou na la lang é ni gingn kozé ; ni koné kosa i fo anou é ni pé dir sa avèk nout prop boush.*

*Asé so manyèr koz de nou, mé pa avèk nou : konm i di, afors alé a l'o, kalbas i kass !*

**Justin**

« La shias na gro vant. » - In kozman po la rout

Moin lé sir in bonpé kréol i koné kozman-la. Mé kosa li vé dir par l'fèt ?.. Kosa i vé dir « gro vant » : Gro vant sé kan in fam lé ansint, donk an voi d'famiy. L'èr-la, mi pans konm Daniel Honoré dann son liv « Somi-lo-mo », ké la shias i amenn la shias, la movèz shans i amènn la movèz shans... lo malèr i amenn d'ot malèr vi ké li lé an voi d'famiy d'in n'afèr konmsa. Kosa zot i anpans ? Arien ditou ? Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! Zot va oir, ké, rant-rant, ni pé z'ète, tazantan, dakor, rantre nou.